

Serge Paugam
Bruno Cousin
Camila Giorgetti
Jules Naudet

**CE QUE LES
RICHES
PENSENT DES
PAUVRES**

SEUIL

CE QUE LES RICHES
PENSENT DES PAUVRES

*SERGE PAUGAM • BRUNO COUSIN
CAMILA GIORGETTI • JULES NAUDET*

CE QUE LES RICHES
PENSENT DES PAUVRES

ÉDITIONS DU SEUIL
25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e

ISBN 978-2-02-136549-8

© Éditions du Seuil, septembre 2017

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Introduction

Pour se débarrasser des préjugés de classe, il faut commencer par l'image que présente une classe au regard d'une autre.

George Orwell, *Le Quai de Wigan*, 1937¹

Lorsque, au début de l'année 2016, la mairie de Paris et l'État firent part de leur intention de construire un centre d'hébergement de deux cents lits afin d'accueillir des sans-abri ou des réfugiés dans des préfabriqués disposés à l'orée du Bois de Boulogne, les habitants du XVI^e arrondissement se mobilisèrent massivement contre le projet. Conduits par leur député-maire, ils lancèrent une pétition qui récolta plus de quarante mille signatures en quelques semaines, se manifestèrent avec violence dans les médias et lors de réunions publiques, et s'engagèrent dans une bataille judiciaire pour empêcher le lancement des travaux d'aménagement de la zone concernée, lesquels ont toutefois été achevés en novembre de la même année. Les bâtiments en question furent ensuite incendiés. Comment interpréter cette réaction des franges les plus riches de la population à l'égard des plus déshérités ? Ce phénomène de rejet des pauvres venus d'ailleurs est-il un fait isolé, lié aux caractéristiques de cet arrondissement particulier de Paris où se concentre la richesse ? Est-il, au contraire, l'expression d'une tendance de fond qui traverse la société française tout entière ? Peut-on y voir des similitudes avec ce qui se passe à l'étranger dans d'autres métropoles ? Et, au-delà, comment comprendre sociologiquement ce qui peut

apparaître, au moins partiellement, comme une hostilité des riches au principe de solidarité à l'égard des plus démunis ? Telles sont les premières questions auxquelles ce livre entend répondre. Cet ouvrage est issu d'une grande enquête récente sur la perception de la pauvreté et des inégalités dans les beaux quartiers de trois grandes métropoles : Paris, São Paulo et Delhi. En en reprenant les principaux résultats, il tente d'analyser, à partir d'entretiens approfondis², comment les habitants des quartiers bourgeois les plus ségrégués se représentent les pauvres et la pauvreté, et comment ces représentations contribuent à motiver et justifier leurs propres pratiques auto-ségrégatives dans certains espaces du tissu urbain, de même que leurs stratégies d'évitement des catégories sociales inférieures.

La comparaison est au cœur de notre démarche méthodologique. Au moment des événements parisiens, à São Paulo, une partie des classes supérieures et moyennes-supérieures conservatrices résidant dans les quartiers les plus riches, défilait dans la rue pour appeler à la destitution de la présidente Dilma Rousseff et, plus généralement, pour protester contre la politique du Parti des travailleurs. Outre la corruption qui touche tous les courants politiques dans ce pays, ces manifestants-là reprochaient surtout à l'équipe au pouvoir d'avoir bouleversé de façon inconsidérée les relations et les frontières de classe de la société brésilienne. La politique de redistribution des revenus par le programme des « bourses-famille » a été jugée comme une forme de clientélisme à l'égard des pauvres, susceptible d'entretenir cette population dans un assistanat pervers. Accusant le coup d'une réduction des inégalités en leur défaveur, certains manifestants dénonçaient également les mesures d'aides sociales et de salaire minimum, qui amènent désormais le personnel de maison à exiger des rémunérations plus élevées et de meilleures conditions de travail, alors que, par ailleurs, la mobilité sociale structurelle a sensiblement accru la compétition pour l'accès à des biens, des pratiques et des espaces jusqu'alors réservés à une minorité privilégiée.

Les premiers mois de l'année 2016 furent également marqués à Delhi par une mobilisation diffuse des fractions conservatrices des

INTRODUCTION

classes supérieures qui, dans la continuité des attaques portées par l'ABVP (l'un des principaux syndicats étudiants, issu du nationalisme hindou) contre la majorité des enseignants et des étudiants de l'Université Jawaharlal Nehru, ont accusé cette institution progressiste d'être un lieu de sédition et d'antinationalisme, témoignant ainsi de leur rejet viscéral des intellectuels de gauche. La même année, en Haryana ou encore au Gujarat, plusieurs autres manifestations ayant pour cible les politiques de discrimination positive de l'État fédéral indien eurent également pour but de défendre, voire de restaurer des frontières sociales et symboliques constitutives d'un ordre social de classe (et de caste). Les groupes mobilisés (il s'agit des Jats et des Patels), des « castes dominantes » ayant échoué à convertir leur domination agraire, politique et économique en capital scolaire, souhaitaient être inscrits sur les listes des *Other Backward Classes* (OBCs – « autres classes défavorisées ») et bénéficier ainsi de quotas dans l'enseignement supérieur et l'administration³. Ces mobilisations s'inscrivent dans la continuité du mouvement apparu au début des années 1990 contre la mise en œuvre des recommandations du rapport Mandal qui préconisait alors d'étendre les mesures de discrimination positive aux OBCs. Craignant de voir leurs débouchés socio-économiques se rétrécir, les hautes castes (principalement des étudiants) décidèrent alors de manifester violemment leur colère dans les rues, allant, pour 63 d'entre eux, jusqu'à s'immoler par le feu⁴. Les idées vigoureusement défendues lors de ce mouvement continuent de nourrir les discours des habitants des beaux quartiers de Delhi.

Ainsi, dans les trois métropoles dans lesquelles nous avons réalisé notre enquête, des mobilisations contre les pauvres ont suscité une émotion collective et des débats abondamment relayés par les médias. Ces mobilisations s'inscrivent le plus souvent dans des conflits urbains et des luttes de territoire autour d'une frontière qui ressemble à une ligne de démarcation sociale. « La frontière, disait le sociologue allemand Georg Simmel, n'est pas un fait spatial avec des conséquences sociologiques, mais un fait sociologique qui prend une forme spatiale⁵. » Dans le tissu urbain des

grandes métropoles, à la frontière de la pauvreté correspond, de façon presque symétrique, la frontière de la richesse. Les catégories sociales supérieures sont en fait plus fortement concentrées dans les beaux quartiers que ne le sont les plus pauvres dans les quartiers stigmatisés de la périphérie urbaine⁶. À la ségrégation subie par les couches défavorisées de la population correspond, à l'autre bout de l'échelle socio-spatiale, comme l'envers le plus absolu, l'auto-ségrégation des plus riches, parfois regroupés dans ce que l'on pourrait appeler des ghettos dorés⁷. La bourgeoisie traditionnelle ainsi que les nouvelles classes supérieures patrimoniales occupent et défendent des espaces privilégiés des grandes métropoles, afin de préserver leur identité et leur statut social.

Les recherches menées au cours des trois dernières décennies ont permis de mieux analyser à la fois les mécanismes de la relégation urbaine des pauvres et les mécanismes parallèles de l'auto-ségrégation des riches à l'origine des formes d'entre-soi résidentiel. Or, un peu curieusement, ces recherches ne se sont pas croisées. Mis à part les travaux qui ont porté sur les inégalités urbaines en général⁸ ou ceux qui ont approfondi la question de la gentrification, les recherches sur les élites et celles sur la pauvreté ont été menées de façon trop souvent cloisonnée, sans se nourrir de leurs approches respectives, sans chercher à se féconder mutuellement. Par ailleurs, si, depuis le milieu des années 1970, une grande attention a été accordée aux représentations de la pauvreté en Europe, les principaux travaux ont porté sur l'exploitation statistique et comparative des enquêtes d'Eurobaromètre, lesquelles ne laissent aucune possibilité d'atteindre un niveau d'interprétation suffisamment fin à l'échelon d'une unité urbaine spécifique ou d'une couche sociale particulière⁹.

Il est frappant de constater, par exemple, que le rapport à la pauvreté des catégories sociales supérieures a très rarement été étudié en tant que tel. Ceci peut sembler d'autant plus surprenant que l'historien Louis Chevalier avait établi, à partir de recherches portant sur la première moitié du XIX^e siècle, que, dans les représentations de l'élite bourgeoise, les classes laborieuses étaient

identifiées à des classes dangereuses¹⁰. En désignant les ouvriers des quartiers déshérités par les mots de « barbares » ou de « sauvages », en ramenant la condition ouvrière à des traits biologiques et des comportements physiques, l'élite bourgeoise et ses observateurs de l'époque ont en effet entretenu dans la conscience de leurs contemporains l'idée selon laquelle le séparatisme social se justifiait, au moins partiellement, comme un état d'urgence face à l'insalubrité et la criminalité.

Il faut souligner que la constitution de l'entre-soi urbain des catégories sociales supérieures a été étudiée au cours des vingt dernières années sous l'angle presque exclusif de l'agrégation affinitaire motivée par les seuls intérêts de l'accumulation des différents types de capitaux – économiques, sociaux, culturels et symboliques. Or il est possible de faire l'hypothèse que ce choix résidentiel des plus riches est également motivé par des représentations singulières de la pauvreté urbaine et par une volonté de mise ou maintien à distance des pauvres ainsi altérisés, et plus généralement par un rapport aux catégories populaires précarisées qu'il convient aujourd'hui d'étudier en tant que tel. Ainsi, nous proposons d'étudier deux processus susceptibles de se renforcer mutuellement : à l'agrégation affinitaire entre les riches vient en effet s'ajouter ce que l'on pourrait appeler une ségrégation discriminante à l'égard des pauvres¹¹.

La mise à distance des pauvres est-elle aujourd'hui associée, au sein de l'élite, à une représentation des pauvres équivalente à celle du XIX^e siècle ? Autrement dit, les pauvres sont-ils aujourd'hui encore considérés comme une classe dangereuse ? On peut penser que les violences urbaines et le débat public sur l'insécurité ont suscité parmi les classes supérieures une perception de la pauvreté conforme à l'image du jeune délinquant de banlieue responsable des délits et des crimes dont on affirme la recrudescence et contre lesquels il faudrait se protéger. Cette recherche entend établir un lien plus systématique entre, d'une part, la sociologie des classes supérieures habitant dans les espaces les plus ségrégués socialement et, d'autre part, la sociologie des représentations de la pauvreté et des jugements sur les inégalités sociales.

Les pratiques auto-ségrégatives et les discours qui les accompagnent ont souvent été étudiés par les sciences sociales. Celles-ci se sont notamment penchées sur des cas de résistance à la déségrégation résidentielle (et à la transformation de l'ordre social local qui s'ensuivrait) de la part des habitants de quartiers bourgeois traditionnels, aussi bien dans la métropole parisienne¹² qu'à São Paulo¹³ et Delhi¹⁴. Notre ambition ici est à la fois plus limitée et plus vaste. Plus limitée parce qu'on s'intéresse principalement aux *représentations* que les habitants ont des pauvres et de la pauvreté, et accessoirement à la façon dont leurs expériences antérieures et les institutions ont contribué à façonner ces représentations, mais pas vraiment aux manières dont celles-ci sont mobilisées lors d'interactions courantes ou exceptionnelles. Ainsi, nous ne prétendons pas contribuer ici à une sociologie de l'action à l'égard des pauvres. En revanche, nous cherchons à développer une analyse compréhensive, aussi exhaustive et précise que possible, des divers modes et répertoires de représentation des pauvres récurrents dans chacune des trois métropoles étudiées, et de la façon dont ces registres sont structurés et articulés entre eux dans les discours des habitants des beaux quartiers.

Ce livre part aussi de l'idée générale que, en matière d'inégalités urbaines, les différences en termes de ressources individuelles et locales, d'accès à ces dernières, et d'effets mesurables de la ségrégation, importent, mais qu'elles doivent être analysées en les rapportant à la conscience que les contemporains ont des inégalités sociales et urbaines, ainsi qu'aux conclusions qu'ils en tirent pour éclairer ou justifier leurs pratiques. Étudier les représentations de la pauvreté parmi les catégories sociales supérieures ayant choisi de vivre dans un quartier plus ou moins auto-ségrégué, c'est prendre le parti d'analyser la relation entre des pratiques concrètes d'entre-soi et des représentations du monde des pauvres, lesquelles peuvent être fondées, on y reviendra, sur la notion d'insécurité et la conception des pauvres comme danger pour les personnes et les biens (risques de vols, d'agressions physiques ou verbales, etc.), mais aussi sur la peur d'être en quelque sorte contaminé par des

INTRODUCTION

modes de vie jugés culturellement indésirables ou intolérables dans l'espace public. Les enfants sont d'ailleurs souvent considérés comme les premières victimes potentielles de cette contamination culturelle contre laquelle il convient de se prémunir en exerçant un contrôle strict de leurs fréquentations. Ainsi, vivre dans un quartier « protégé » par le niveau social élevé de ses résidents et les prix du marché immobilier pourrait correspondre non seulement à une recherche de prestige et à une stratégie de reproduction sociale, mais aussi à une volonté de mise à distance des pauvres et de recherche d'un ordre local affranchi de toutes les nuisances et des coûts d'interaction associés par les classes supérieures à un espace ouvert et socialement mixte.

Nous avons choisi trois terrains dans des métropoles éloignées géographiquement, puisque situées sur trois continents différents, très contrastées tant du point de vue économique et social que de la tradition historique et culturelle, mais en même temps connectées au réseau des villes globales et dans des pays démocratiques gouvernés par la gauche ou le centre-gauche au moment de l'enquête. La comparaison internationale est en effet seule à même d'identifier les spécificités nationales des discours analysés, spécificités qui sont liées notamment à l'historicité des sociétés dans lesquelles ils sont énoncés. L'histoire des formes de la domination, des rapports de classe, de la structure de l'élite, des compromis sociaux a en effet un impact fort sur la façon dont les catégories sociales supérieures cherchent à justifier leur position dominante. Nous pouvons faire l'hypothèse que ces dernières mobilisent des explications fortement influencées par les particularités du pays et de la métropole dans lesquels elles ont été socialisées (répertoires d'évaluation, système de stratification, modes d'accès à l'élite, structure du pouvoir, etc.).

Pour analyser ce que les riches vivant dans les quartiers les plus ségrégués pensent des pauvres, nous pouvons émettre trois grands types d'hypothèses. Le premier renvoie à une volonté de produire l'ordre moral et, à défaut de pouvoir l'imposer à la société tout entière, de l'ériger comme l'ordre légitime à l'échelon de son quartier. C'est dans ce sens que l'on pourra parler d'une frontière

morale. Le deuxième type d'hypothèses renvoie au caractère indésirable des pauvres et au souci de s'en protéger. Mais ici ce n'est pas uniquement de l'ordre moral qu'il s'agit, mais du sentiment d'insécurité et, en termes d'hygiène, de la peur de la contamination que suscite la présence des pauvres à proximité de chez soi. Enfin, le troisième type d'hypothèses concerne la justification de la pauvreté et la neutralisation de la compassion à l'égard des pauvres. Examinons-les de façon plus approfondie.

La production de l'ordre moral

Les représentations de la pauvreté par les catégories sociales supérieures sont en partie déterminées par la volonté de ces dernières de s'accorder sur les fondements d'un ordre moral conforme à l'idée qu'elles ont de la cohésion sociale au sein de leur quartier de résidence. Elles sont attachées à un esprit de discipline, au sens d'une éducation morale, qu'elles ne peuvent imaginer trouver qu'au sein de leur territoire protégé et en partie retranché des autres zones de la ville.

L'ordre moral repose sur un consensus concernant les façons, bonnes et respectables, de se comporter ; il apparaît, selon Émile Durkheim, comme le produit de l'attachement des individus à des groupes sociaux et à la société dans son ensemble¹⁵. C'est la raison pour laquelle ce consensus sur un certain ordre moral peut constituer le dénominateur commun sur lequel s'accordent les habitants d'un même quartier. Cette conception de l'ordre moral contribue à cimenter les relations entre les habitants qui partagent alors une même conception des comportements désirables et tolérables et, à l'inverse, de ceux qu'il convient collectivement de mettre à distance et de contenir en dehors des limites du quartier. Si le quartier est souvent l'échelle à laquelle les individus parviennent à se rapprocher le plus possible d'une situation dans laquelle cet ordre moral est effectif, il n'en demeure pas moins que les défenseurs de cet ordre moral, en tant que citoyens, attachés non seulement

INTRODUCTION

à leur quartier mais à la société dans son ensemble, lui confèrent, dans leurs discours, une vocation universaliste. En d'autres termes, ils sont persuadés que si leurs représentations étaient universellement partagées, la société serait soulagée de nombre de ses maux. La notion d'ordre moral s'appuie donc sur une représentation de ce qu'est la société idéale quand l'ordre social renvoie, lui, à la réalité des faits sociaux, quantifiables et mesurables. L'observateur extérieur ne peut néanmoins que souligner la contradiction interne du projet universaliste d'un ensemble de représentations fondées sur l'exclusion. Il est donc possible d'affirmer qu'en dépit de sa vocation universaliste l'ordre moral est condamné, par ses propres contradictions, à se réaliser de manière localisée et circonscrite.

En suivant cette analyse, on pourrait faire l'hypothèse que les catégories sociales supérieures sont confrontées à deux solutions face à la présence jugée au moins potentiellement menaçante des catégories populaires, en particulier lorsqu'elles vivent près de chez elles. La première consiste, à défaut de pouvoir les transformer entièrement, à leur inculquer au minimum les règles élémentaires de la civilité urbaine ou à contrôler les institutions locales, notamment celles qu'elles estiment être les plus cruciales pour leurs enfants. C'est ce que cherchent à faire en priorité ceux que l'on appelle les « gentrificateurs » lorsqu'ils vivent dans des quartiers de mixité sociale en voie d'embourgeoisement¹⁶. La seconde est plus radicale. Loin de pouvoir imposer aux catégories populaires l'ordre moral auquel elles sont attachées, les catégories sociales supérieures chercheraient alors à le préserver de toutes les forces supposément subversives susceptibles de se répandre à proximité de leur quartier, considéré comme le dernier bastion de la paix sociale. Au chaos de la ville et au délitement normatif des quartiers pauvres s'opposerait ainsi le sens de l'ordre et de la régularité des beaux quartiers. La frontière spatiale aurait alors pour fonction de préserver, non seulement le statut social, mais aussi l'ordre moral.

Les beaux quartiers des deux derniers siècles, étant souvent conçus dès leur construction comme des dispositifs visant à assurer un ordre local qui soit aussi un ordre moral, sont forcément susceptibles de

faire émerger une conception du « bon voisinage » conservatrice et stigmatisante pour les pauvres. Si certaines pratiques (connotées socialement) et certaines personnes (dotées d'*habitus* spécifiques) n'y ont « pas leur place », c'est à dessein.

La défense d'un ordre moral peut renvoyer à une stratégie de distinction de classe, comprise au sens large, c'est-à-dire fondée sur l'idée de la supériorité des riches et de leur prédisposition à créer et perpétuer une éducation morale distincte des autres couches de la société. Autrement dit, les stratégies de distinction des catégories supérieures, dont les travaux de Pierre Bourdieu ont démontré l'inscription dans des pratiques culturelles¹⁷, se fondent également sur des formes diverses de justification de leur supériorité morale¹⁸. Celles-ci se traduisent dans le discours par la définition d'une sorte de barrière sociale¹⁹.

Le caractère indésirable des pauvres

Établir une distance vis-à-vis des pauvres ne passe pas uniquement par l'instauration d'une barrière morale de protection des beaux quartiers. Ce processus se nourrit aussi de la justification du caractère indésirable des pauvres. Il s'agit alors de sentiments qui vont de l'insécurité au dégoût.

Poser la question de l'insécurité peut paraître paradoxal en Europe, tant nous vivons dans des sociétés parmi les plus sûres qui aient jamais existé²⁰. Ce constat ne vaut néanmoins pas pour tous les pays du monde. Certains d'entre eux restent en effet confrontés à des formes extrêmes de violence et à des difficultés importantes des pouvoirs publics pour la réguler. Le taux d'homicides pour 100 000 par exemple est de 25,2 au Brésil, contre 3,5 en Inde et seulement 1 en France²¹. Dans la plupart des pays (notamment dans les trois cas choisis qui correspondent à des démocraties), les protections sont civiles au sens où elles garantissent plus ou moins les libertés fondamentales et la sécurité des biens et des personnes dans le cadre d'un État de droit. Elles sont aussi sociales (mais

INTRODUCTION

avec des variations considérables d'un pays à l'autre) au sens où elles couvrent les principaux risques susceptibles d'entraîner une dégradation de la situation des individus, notamment la maladie, les accidents, la vieillesse, le chômage, etc. En réalité, ce qui est surtout paradoxal, notamment en France, c'est que le souci de la sécurité est devenu une préoccupation populaire au sens fort du terme, alors même que les formes les plus massives de la déchéance sociale et de la violence ont été en grande partie jugulées. Selon Robert Castel, « l'insécurité moderne ne serait pas l'absence de protections, mais plutôt leur envers, leur ombre portée dans un univers social qui s'est organisé autour d'une quête sans fin de protections ou d'une recherche éperdue de sécurité²² ». La recherche de protections est infinie et suscite inévitablement de perpétuelles frustrations. Si les sociétés modernes sont construites sur le terreau de l'insécurité, c'est parce que les individus qui les habitent ne trouvent, ni en eux-mêmes ni dans leur entourage immédiat, la capacité d'assurer leur protection. On pourrait alors comprendre la recherche de l'entre-soi des catégories sociales supérieures comme l'angoisse – en partie disproportionnée, notamment en France – que suscite l'image médiatique de ces nouvelles classes dangereuses à la périphérie des villes. Il convient toutefois de vérifier cette hypothèse. En effet, le sentiment d'insécurité (sociale) renvoie aussi à la peur de la mobilité sociale descendante (intra- ou intergénérationnelle), en réponse à quoi un quartier supérieur homogène peut être perçu comme un marqueur statutaire (*i.e.* du capital symbolique) ou une communauté de pairs mobilisables (*i.e.* du capital social) au sein de laquelle échanges et contre-dons sont facilités par le niveau de ressources comparable entre les individus.

Mais les pauvres ne sont pas jugés potentiellement dangereux du seul fait de la violence qu'ils sont supposés propager dans la ville. Ils peuvent également être suspectés d'être sales, peu respectueux des règles d'hygiène et même porteurs de risques de contamination. Les historiens ont montré, aussi bien en France que dans d'autres pays, que l'élite bourgeoise a souvent cherché à s'affranchir de la présence des pauvres en se réservant des espaces

privilegiés dans la ville. Les quartiers où se concentrent les pauvres ont été décrits comme des espaces sales, malodorants et mal tenus, susceptibles de transmettre des infections et des maladies. À cet égard, il est significatif de constater que l'un des quartiers les plus huppés de São Paulo, bâti entre la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle, s'appelle justement « Higienópolis ». Se préserver de la puanteur du pauvre et du risque de contamination peut sembler aujourd'hui une attitude moins fréquente qu'au XIX^e siècle au moment où se posait dans les pays industrialisés la question du paupérisme. Néanmoins, l'espace public des métropoles reste toujours traversé par des pauvres sans domicile, des migrants venus de pays lointains. L'analyse des représentations sociales sur les sans domicile fixe a démontré le haut niveau d'hygiénisme présent à São Paulo²³. Les attitudes hygiénistes vont de l'expulsion de l'espace public jusqu'à des cas extrêmes d'assassinat de SDF dont la presse locale s'est fait l'écho. Une enquête ethnographique et statistique auprès de personnes vivant à proximité de centres d'accueil et d'hébergement d'urgence en Île-de-France a également permis d'interroger les représentations sociales « ordinaires » et les attitudes à l'égard des SDF²⁴. Sources tout à la fois de fascination, de dégoût, de peur, de sentiments de compassion ou de pitié, les personnes sans domicile se trouvent parfois confrontées à l'hostilité des habitants d'un quartier quand elles deviennent une menace pour la tranquillité de ces derniers. Elles sont alors stigmatisées et font l'objet de discriminations, dont les fondements reposent sur des représentations sociales partagées, définissant ces individus comme « indésirables ». Le regard porté sur cette population, les comportements éventuels de rejet et les stratégies de distinction sociale trouvent une légitimité dans des formes de « compassion sélective » : tous les sans domicile ne « méritent » pas d'être aidés et une hiérarchie des stigmates s'établit pour distinguer le « bon » SDF du « mauvais ». Entre hospitalité et hostilité, les discours et les attitudes révèlent des ambiguïtés et des dissonances qu'il convient d'étudier pour mieux comprendre le rejet social et les discriminations à l'égard des plus pauvres. En Inde, il existe des liens très

forts et anciens entre la dimension hygiéniste inhérente aux représentations de la pureté religieuse et la hiérarchie sociale traditionnelle, pureté corporelle et pureté religieuse (donc sociale) étant intimement associées.

Justifier l'infériorité des pauvres

Vivre dans un quartier très riche alors que subsistent à l'échelle de la métropole des quartiers très pauvres implique pour les riches de se doter d'un système de justification de la pauvreté. Sans ce dernier, les inégalités criantes pourraient rendre plus difficile la jouissance de privilèges. La naturalisation de la pauvreté et l'idée du mérite constituent deux modes d'explication généraux des inégalités, renvoyant à des croyances établies, la première faisant appel à l'infériorité supposée naturelle des pauvres, la seconde à la culpabilisation plus ou moins inévitable et même légitime des paresseux.

On peut se référer ici au concept de sociodicée forgé par Pierre Bourdieu pour désigner la façon dont les dominants justifient leurs privilèges. Les sociodicées ne se présentent pas « sous la forme d'un discours unique et pleinement unifié, comme on le laisse supposer lorsqu'on parle d'« idéologie dominante ». Ce sont autant de points de vue sur le monde social qui, étant le produit de systèmes de préférences (ou de valeurs) issus de l'intériorisation de la structure des chances de profit objectivement inscrites dans le volume et la structure du capital possédé, se différencient dans leurs attendus et leurs raisons selon l'espèce de capital qu'il s'agit de légitimer et son poids dans la structure du capital (bien qu'elles aient toutes en commun de travailler à inscrire dans la nature des dominants le fondement de leur domination) : les aristocraties foncières seront, par exemple, plus inclinées à chercher du côté de la terre et du sang le principe de leur nécessité et de leur différence par rapport aux parvenus ; pour leur part, les nouvelles « élites » bourgeoises, qui doivent leur pouvoir au concours et au diplôme, invoquent plutôt

le mérite ou le don contre les faveurs et les favoritismes inscrits dans la tradition aristocratique du patronage et de la clientèle²⁵. »

Le racisme peut être entendu, au sens large, comme toute idéologie qui décrète l'infériorité de certains groupes sociaux et la supériorité de certains autres. Définie ainsi, l'idéologie raciste constitue un outil puissant pour affirmer le bien-fondé des hiérarchies sociales : certains groupes ne seraient pas « destinés » à occuper certaines positions quand d'autres seraient au contraire « naturellement » appelés à remplir certaines fonctions sociales. Il s'agira ici d'identifier dans le discours des catégories sociales supérieures les tentatives de « naturaliser » la pauvreté à travers la perception d'inégalités « culturelles » ou « biologiques ». Nous tenterons donc d'analyser les liens que les idéologies racistes peuvent entretenir avec l'idéologie méritocratique. En effet, il est essentiel d'interroger la façon dont le discours sur le « don », qui est au centre de l'idéologie méritocratique, peut parfois glisser vers une conception beaucoup plus essentialiste, différentialiste et raciste des capacités de chaque individu.

Le cas particulier du « racisme de classe » est révélateur des ambiguïtés des idéologies racistes : il peut stigmatiser aussi bien l'indolence naturelle des pauvres, c'est-à-dire leur tendance supposée à ne pas faire d'efforts, que leur manque d'intelligence ou d'ingéniosité. Il constitue l'un des multiples avatars de l'idéologie méritocratique ; mais il est aussi l'expression d'un dégoût à l'égard des pauvres qui conduit à leur mise à distance pour des raisons aussi bien de peur et de rejet (en fonction de la construction sociale des représentations de l'Autre) que de volonté de distinction. Dans ce second cas, le dégoût envers les pauvres conduit tout simplement à les exclure et à les rejeter, davantage qu'à chercher à justifier les raisons pour lesquelles les personnes issues de ces milieux sont aussi pauvres. La représentation des pauvres comme des paresseux ou des perpétuels assistés pourrait être aussi l'expression de cette tendance à rechercher la cause de la pauvreté dans la nature des êtres. Ainsi, cette perception de la pauvreté s'oppose à l'idée selon laquelle les pauvres seraient les victimes d'un système injuste. Le fait que



RÉALISATION PAO ÉDITIONS DU SEUIL
IMPRESSION : NORMANDIE ROTO S.A.S. À LONRAI (61)
DÉPÔT LÉGAL : SEPTEMBRE 2017. N° 136546 (XXXXXX)
IMPRIMÉ EN FRANCE